

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nadine Bassila, atteste la véracité du rapport financier
de Kirkland pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-04-28

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|---|--------------------|
| États financiers audités | |
| Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants | 4 |
| Rapport du vérificateur général | 4.1 |
| État des résultats | 5 |
| État de la situation financière | 6 |
| État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) | 7 |
| État des gains et pertes de réévaluation | 7 |
| État des flux de trésorerie | 8 |
| Notes complémentaires aux états financiers | 9 |
| Renseignements complémentaires | |
| Résultats détaillés | 10 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales | 11 |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales | 12 |
| Charges par objets | 13 |
| Fonds local d'investissement (FLI) | 14 |
| Fonds local de solidarité (FLS) | 15 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 16 |
| Excédent (déficit) accumulé | 17 |
| Avantages sociaux futurs | 18 |
| Renseignements financiers non audités | |
| Analyse des revenus | 20 |
| Analyse des charges | 21 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Kirkland

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Kirkland (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Kirkland au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Kirkland inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2020

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | | <u>Budget</u> | <u>Réalisations</u> | |
|---|----|--------------------|---------------------|------------------|
| | | 2019 | 2019 | 2018 |
| Revenus | | | | |
| Taxes | 1 | 54 583 500 | 55 260 088 | 53 930 537 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 286 620 | 286 625 | 311 356 |
| Quotes-parts | 3 | | | |
| Transferts | 4 | 621 520 | 674 462 | 2 025 596 |
| Services rendus | 5 | 958 850 | 1 125 271 | 1 017 680 |
| Imposition de droits | 6 | 2 264 510 | 5 559 893 | 3 670 092 |
| Amendes et pénalités | 7 | 300 000 | 316 159 | 396 751 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | | | |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 475 000 | 469 931 | 567 792 |
| Autres revenus | 10 | 30 000 | (245 468) | 98 381 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 11 | | | |
| Effet net des opérations de restructuration | 12 | | | |
| | 13 | 59 520 000 | 63 446 961 | 62 018 185 |
| Charges | | | | |
| Administration générale | 14 | 10 241 260 | 10 797 706 | 10 788 164 |
| Sécurité publique | 15 | 13 757 690 | 13 740 312 | 13 534 586 |
| Transport | 16 | 18 549 929 | 17 543 965 | 17 137 025 |
| Hygiène du milieu | 17 | 6 336 857 | 6 040 729 | 5 962 153 |
| Santé et bien-être | 18 | 326 060 | 324 225 | 234 286 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 19 | 1 990 472 | 1 943 715 | 1 740 834 |
| Loisirs et culture | 20 | 11 457 432 | 10 527 901 | 9 736 006 |
| Réseau d'électricité | 21 | | | |
| Frais de financement | 22 | 780 900 | 961 102 | 900 437 |
| Effet net des opérations de restructuration | 23 | | | |
| | 24 | 63 440 600 | 61 879 655 | 60 033 491 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 25 | (3 920 600) | 1 567 306 | 1 984 694 |
| Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 26 | | 98 270 260 | 96 285 566 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 27 | | | |
| Solde redressé | 28 | | 98 270 260 | 96 285 566 |
| Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice | | | | |
| | 29 | | 99 837 566 | 98 270 260 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 | 2018 |
|---|----|---------------------|---------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 4 415 204 | 12 517 989 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 9 430 724 | 9 684 963 |
| Prêts (note 6) | 3 | | |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 154 678 | 142 326 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 6 | | |
| Autres actifs financiers (note 9) | 7 | | |
| | 8 | 14 000 606 | 22 345 278 |
| PASSIFS | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | |
| Emprunts temporaires (note 10) | 10 | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 11) | 11 | 6 249 195 | 19 465 131 |
| Revenus reportés (note 12) | 12 | 42 698 | 44 093 |
| Dette à long terme (note 13) | 13 | 33 950 482 | 30 246 213 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) | 14 | 1 820 000 | 1 270 000 |
| | 15 | 42 062 375 | 51 025 437 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14) | 16 | (28 061 769) | (28 680 159) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | |
| Immobilisations (note 15) | 17 | 102 037 727 | 101 289 593 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 18 | 25 586 690 | 25 392 997 |
| Stocks de fournitures | 19 | 274 918 | 267 829 |
| Autres actifs non financiers (note 17) | 20 | | |
| | 21 | 127 899 335 | 126 950 419 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | 22 | 99 837 566 | 98 270 260 |

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | <u>Budget</u> | <u>Réalizations</u> | |
|--|-----|---------------|---------------------|----------------|
| | | <u>2019</u> | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | (3 920 600) | 1 567 306 | 1 984 694 |
| Variation des immobilisations | | | | |
| Acquisition | 2 (|) | 8 647 250) | (10 435 593) |
| Produit de cession | 3 | | 19 528 | 38 858 |
| Amortissement | 4 | 6 944 700 | 7 600 445 | 6 944 669 |
| (Gain) perte sur cession | 5 | | 279 143 | 3 900 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 6 | | | |
| | 7 | 6 944 700 | (748 134) | (3 448 166) |
| Variation des propriétés destinées à la revente | 8 | | (193 693) | (9 235 611) |
| Variation des stocks de fournitures | 9 | | (7 089) | (15 539) |
| Variation des autres actifs non financiers | 10 | | | |
| | 11 | | (200 782) | (9 251 150) |
| Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice | 12 | | | |
| Révision d'estimations comptables et autres ajustements | 13 | | | |
| Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette | 14 | 3 024 100 | 618 390 | (10 714 622) |
| Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 15 | | (28 680 159) | (17 965 537) |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 16 | | | |
| Reclassement de propriétés destinées à la revente | 17 | | | |
| Solde redressé | 18 | | (28 680 159) | (17 965 537) |
| Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice | 19 | | (28 061 769) | (28 680 159) |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 | 2018 |
|---|----|---------------|----------------|
| Activités de fonctionnement | | | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 1 567 306 | 1 984 694 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | |
| Amortissement | 2 | 7 600 445 | 6 944 669 |
| Autres | | | |
| - Perte sur cession d'actifs | 3 | 279 143 | 3 900 |
| - | 4 | | |
| | 5 | 9 446 894 | 8 933 263 |
| Variation nette des éléments hors caisse | | | |
| Débiteurs | 6 | 254 239 | 1 144 849 |
| Autres actifs financiers | 7 | | |
| Créditeurs et charges à payer | 8 | (13 215 936) | 9 007 595 |
| Revenus reportés | 9 | (1 395) | 7 454 |
| Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs | 10 | 550 000 | 373 000 |
| Propriétés destinées à la revente | 11 | (193 693) | (9 235 611) |
| Stocks de fournitures | 12 | (7 089) | (15 539) |
| Autres actifs non financiers | 13 | | |
| | 14 | (3 166 980) | 10 215 011 |
| Activités d'investissement en immobilisations | | | |
| Acquisition | 15 | (8 647 250) | (10 435 593) |
| Produit de cession | 16 | 19 528 | 38 858 |
| | 17 | (8 627 722) | (10 396 735) |
| Activités de placement | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 18 | (44 832) | (44 832) |
| Remboursement ou cession | 19 | 32 480 | 11 180 |
| Autres placements de portefeuille | | | |
| Acquisition | 20 | () | () |
| Cession | 21 | | |
| | 22 | (12 352) | (33 652) |
| Activités de financement (note 4) | | | |
| Émission de dettes à long terme | 23 | 10 965 000 | 2 458 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | 24 | (7 279 000) | (5 851 000) |
| Variation nette des emprunts temporaires | 25 | | |
| Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme | 26 | 18 269 | 36 264 |
| Autres | | | |
| - | 27 | | |
| - | 28 | | |
| | 29 | 3 704 269 | (3 356 736) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| | 30 | (8 102 785) | (3 572 112) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice | | | |
| Solde déjà établi | 31 | 12 517 989 | 16 090 101 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 22) | 32 | | |
| Solde redressé | 33 | 12 517 989 | 16 090 101 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4) | | | |
| | 34 | 4 415 204 | 12 517 989 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 972-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution de la Ville de Kirkland

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de cette ville comprend notamment celui de l'ancienne Ville de Kirkland; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancienne Ville de Kirkland sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004, le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution de la Ville de Kirkland, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

-La Ville de Kirkland est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C.-19).

-Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 2 février 2005.

-La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue dans l'édifice destiné à devenir l'hôtel de ville, situé au 17 200, boulevard Hymus.

-La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

-Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la ville, l'ancienne Ville de Kirkland.

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la ville, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

2. Principales méthodes comptables

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Kirkland, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des poursuites en justice et autres réclamations, la provision pour contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

| Catégories | Taux/période |
|--|--------------|
| Infrastructures | 15 à 40 ans |
| Bâtiments | 40 ans |
| Véhicules | 5 à 20 ans |
| Ameublement et équipement de bureau | 5 à 10 ans |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 10 ans |

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

.S/O

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 3 ans. Aux fins du lissage, seuls les actifs autres que le contrat de rentes assurées sont considérés.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, aucun déficit initial. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la ville en vertu des mesures d'allègement, ce montant à pourvoir dans le futur ne sera pas amorti;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminés : tel que décidé par la ville, ce montant à pourvoir ne sera pas amorti;

- pour les coûts et gains reliés aux services passés découlant des modifications du régime d'assurance collective à la retraite: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | 2019 | 2018 |
|--|--------------------|-------------------|
| 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie | | |
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de : | | |
| Fonds en caisse et dépôts à vue | 1 4 415 204 | 12 517 989 |
| Découvert bancaire | 2 () () | |
| Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille | 3 | |
| <i>Autres éléments</i> | | |
| - | 4 | |
| - | 5 | |
| - | 6 | |
| - | 7 | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice | 8 4 415 204 | 12 517 989 |
| Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 9 15 289 | 15 289 |
| Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice | 10 6 621 900 | 2 458 000 |
| Note | | |
| 5. Débiteurs | | |
| Taxes municipales | 11 1 979 478 | 1 991 433 |
| Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes | 12 | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 13 5 167 825 | 5 682 570 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 14 382 139 | 759 568 |
| Organismes municipaux | 15 | |
| Autres | | |
| - | 16 | |
| - Divers | 17 1 901 282 | 1 251 392 |
| | 18 9 430 724 | 9 684 963 |
| Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 19 1 975 903 | 2 264 435 |
| Organismes municipaux | 20 | |
| Autres tiers | 21 | |
| | 22 1 975 903 | 2 264 435 |
| Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs | 23 | |
| Note | | |
| 6. Prêts | | |
| Prêts à un office d'habitation | 24 | |
| Prêts à un fonds d'investissement | 25 | |
| Autres | | |
| - | 26 | |
| - | 27 | |
| | 28 | |
| Provision pour moins-value déduite des prêts | 29 | |
| Note | | |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | | 2019 | 2018 |
|---|----|---------|---------|
| 7. Placements de portefeuille | | | |
| Placements à titre d'investissement | 30 | 154 678 | 142 326 |
| Autres placements | 31 | | |
| | 32 | 154 678 | 142 326 |
| Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille | 33 | | |
| Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille | 34 | | |

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

| | | | |
|---|----|--------------------|--------------------|
| Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 35 | (143 000) | 297 000 |
| Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 36 | (1 677 000) | (1 567 000) |
| | 37 | <u>(1 820 000)</u> | <u>(1 270 000)</u> |

Charge de l'exercice

| | | | |
|--|----|------------------|------------------|
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 38 | 1 451 000 | 1 374 000 |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 39 | 136 000 | 381 000 |
| Régimes à cotisations déterminées | 40 | | |
| Autres régimes (REER et autres) | 41 | | |
| Régimes de retraite des élus municipaux | 42 | 45 061 | 40 404 |
| | 43 | <u>1 632 061</u> | <u>1 795 404</u> |

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

| | | | |
|---|----|--|--|
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 44 | | |
| Autres | 45 | | |
| | 46 | | |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer

| | | | |
|---|----|-----------|------------|
| Fournisseurs | 47 | 1 094 127 | 2 476 877 |
| Salaires et avantages sociaux | 48 | 1 623 073 | 1 485 397 |
| Dépôts et retenues de garantie | 49 | 1 230 911 | 1 716 604 |
| Provision pour contestations d'évaluation | 50 | 2 051 447 | 1 639 140 |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 51 | | |
| Assainissement des sites contaminés | 52 | | |
| Autres | | | |
| - Provision- Poursuite-assurance | 53 | 65 432 | 168 216 |
| - Interets courus sur la dette | 54 | 184 205 | 172 350 |
| - | 55 | | |
| - Expropriation-Terrain | 56 | | 11 714 552 |
| - Autres passifs & courus | 57 | | 91 995 |
| | 58 | 6 249 195 | 19 465 131 |

Note

12. Revenus reportés

| | | | |
|---|----|--------|--------|
| Taxes perçues d'avance | 59 | 42 698 | 44 093 |
| Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques | 60 | | |
| Fonds de développement des territoires | 61 | | |
| Fonds parcs et terrains de jeux | 62 | | |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 63 | | |
| Société québécoise d'assainissement des eaux | 64 | | |
| Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux | 65 | | |
| Autres contributions des promoteurs | 66 | | |
| Fonds de redevances réglementaires | 67 | | |
| Autres | | | |
| - | 68 | | |
| - | 69 | | |
| - | 70 | | |
| - | 71 | | |
| | 72 | 42 698 | 44 093 |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | | | | 2019 | 2018 |
|---|-----------------------|----------|-----------------|----------|-------------|-------------|
| 13. Dette à long terme | | | | | | |
| | Taux d'intérêt | | Échéance | | | |
| | de | à | de | à | | |
| Obligations et billets en monnaie canadienne | 1,25 | 2,90 | 2020 | 2039 | 73 | 34 057 000 |
| Obligations et billets en monnaies étrangères | | | | | 74 | |
| Gains (pertes) de change reportés | | | | | 75 | |
| Autres dettes à long terme | | | | | 76 | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | | | | | 77 | |
| Organismes municipaux | | | | | 78 | |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | | | 79 | |
| Autres | | | | | 80 | |
| | | | | | 81 | 34 057 000 |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | | | | | 82 | (106 518) |
| | | | | | 83 | (124 787) |
| | | | | | | 33 950 482 |
| | | | | | | 30 246 213 |

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

| | Obligations et billets | | Autres dettes à long terme | | Total 2019 | | |
|-------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------|-------------------|-----|------------|
| | Avec fonds d'amortissement | Sans fonds d'amortissement | Location-acquisition | Autres | | | |
| 2020 | 84 | 92 | 3 429 700 | 100 | 109 | 117 | 3 429 700 |
| 2021 | 85 | 93 | 2 698 600 | 101 | 110 | 118 | 2 698 600 |
| 2022 | 86 | 94 | 2 339 900 | 102 | 111 | 119 | 2 339 900 |
| 2023 | 87 | 95 | 2 404 100 | 103 | 112 | 120 | 2 404 100 |
| 2024 | 88 | 96 | 2 471 500 | 104 | 113 | 121 | 2 471 500 |
| 2025 et + | 89 | 97 | 20 713 200 | 105 | 114 | 122 | 20 713 200 |
| | 90 | 98 | 34 057 000 | 106 | 115 | 123 | 34 057 000 |
| Intérêts et frais accessoires | | | | 107 | () | 124 | () |
| | 91 | 99 | 34 057 000 | 108 | 116 | 125 | 34 057 000 |

Note

| | 2019 | 2018 |
|--|-------------|--------------|
| 14. Actifs financiers nets (dette nette) | | |
| Revenant à (à la charge de) | | |
| L'organisme municipal | 126 | (28 061 769) |
| Tiers | | |
| Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes | 127 | () |
| Autres | 128 | () |
| | 129 | (28 061 769) |
| | | (28 680 159) |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| 15. Immobilisations | | Solde au début | | Addition | | Cession / Ajustement | | Solde à la fin |
|--|-----|-----------------------|-----|------------------|-----|-----------------------------|-----|-----------------------|
| COÛT | | | | | | | | |
| Infrastructures | | | | | | | | |
| Eau potable | 130 | 158 | | 185 | | 212 | | |
| Eaux usées | 131 | 159 | | 186 | | 213 | | |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 132 | 104 870 643 | 160 | 7 186 221 | 187 | 214 | | 112 056 864 |
| Autres | 133 | 77 688 860 | 161 | 1 998 493 | 188 | 40 524 | 215 | 79 646 829 |
| Réseau d'électricité | 134 | | 162 | | 189 | | 216 | |
| Bâtiments | 135 | 23 019 894 | 163 | 98 077 | 190 | 486 222 | 217 | 22 631 749 |
| Améliorations locatives | 136 | | 164 | | 191 | | 218 | |
| Véhicules | 137 | 3 898 989 | 165 | 443 085 | 192 | (53 139) | 219 | 4 395 213 |
| Ameublement et équipement de bureau | 138 | 1 601 350 | 166 | | 193 | | 220 | 1 601 350 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 139 | 216 666 | 167 | 13 118 | 194 | | 221 | 229 784 |
| Terrains | 140 | 570 931 | 168 | | 195 | | 222 | 570 931 |
| Autres | 141 | | 169 | | 196 | | 223 | |
| | 142 | <u>211 867 333</u> | 170 | <u>9 738 994</u> | 197 | <u>473 607</u> | 224 | <u>221 132 720</u> |
| Immobilisations en cours | 143 | 1 091 744 | 171 | (1 091 744) | 198 | | 225 | |
| | 144 | <u>212 959 077</u> | 172 | <u>8 647 250</u> | 199 | <u>473 607</u> | 226 | <u>221 132 720</u> |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | | | | |
| Infrastructures | | | | | | | | |
| Eau potable | 145 | | 173 | | 200 | | 227 | |
| Eaux usées | 146 | | 174 | | 201 | | 228 | |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 147 | 50 626 958 | 175 | 4 654 576 | 202 | | 229 | 55 281 534 |
| Autres | 148 | 46 392 375 | 176 | 2 128 197 | 203 | 30 393 | 230 | 48 490 179 |
| Réseau d'électricité | 149 | | 177 | | 204 | | 231 | |
| Bâtiments | 150 | 10 778 980 | 178 | 535 360 | 205 | 218 800 | 232 | 11 095 540 |
| Améliorations locatives | 151 | | 179 | | 206 | | 233 | |
| Véhicules | 152 | 2 540 633 | 180 | 186 199 | 207 | (74 257) | 234 | 2 801 089 |
| Ameublement et équipement de bureau | 153 | 1 304 984 | 181 | 73 639 | 208 | | 235 | 1 378 623 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 154 | 25 554 | 182 | 22 474 | 209 | | 236 | 48 028 |
| Autres | 155 | | 183 | | 210 | | 237 | |
| | 156 | <u>111 669 484</u> | 184 | <u>7 600 445</u> | 211 | <u>174 936</u> | 238 | <u>119 094 993</u> |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 157 | <u>101 289 593</u> | | | | | 239 | <u>102 037 727</u> |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations | | | | | | | | |
| Coût | 240 | | 243 | | 245 | | 247 | |
| Amortissement cumulé | 241 | (_____) | 244 | (_____) | 246 | (_____) | 248 | (_____) |
| Valeur comptable nette | 242 | <u>_____</u> | | | | | 249 | <u>_____</u> |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 | 2018 |
|---|-----|------------|------------|
| 16. Propriétés destinées à la revente | | | |
| Immeubles de la réserve foncière | 250 | | |
| Immeubles industriels municipaux | 251 | | |
| Autres | 252 | 25 586 690 | 25 392 997 |
| | 253 | 25 586 690 | 25 392 997 |
| <hr/> | | | |
| Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) | 254 | | |
| Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente » | 255 | 25 586 690 | 25 392 997 |
| <hr/> | | | |
| Note | | | |

17. Autres actifs non financiers

| | | | |
|----------------------|-----|--|--|
| Frais payés d'avance | | | |
| - | 256 | | |
| - | 257 | | |
| - | 258 | | |
| Autres | | | |
| - | 259 | | |
| - | 260 | | |
| | 261 | | |
| <hr/> | | | |

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La ville s'est engagée en vertu de divers contrats pour la collecte des ordures ménagères, des matières organiques et des matières recyclables d'une durée de 3 ans échéants en avril 2022. Les montants nets à verser relativement à ces contrats au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

| | |
|------|------------|
| 2020 | 991 886 \$ |
| 2021 | 991 886 \$ |
| 2022 | 330 629 \$ |

19. Droits contractuels

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, la ville et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 7 117 120 \$ pour des travaux. La ville doit également investir 6 669 250 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

| Description | Montant initial des cautions | Solde des cautionnements | |
|-------------|---------------------------------|--------------------------|------|
| | | 2019 | 2018 |
| 262 | | | |

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Un entrepreneur a soumis à la procédure d'arbitrage une réclamation de 327 105 \$ en rapport avec un contrat relatif à la reconstruction de biens municipaux. La ville a contesté cette réclamation et s'est portée demanderesse reconventionnelle afin de réclamer une somme de 155 824 \$ pour des travaux correctifs que l'entrepreneur a refusé d'exécuter, en plus des frais d'expert. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Chiffres Comparatifs

A des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2019.

26. Événements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 28 avril 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la fermeture de ses bureaux jusqu'au 4 mai 2020 en vertu d'un décret provincial.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | Budget 2019 | | Réalisations 2019 | | Réalisations 2018 |
|---|----|--|--|---|--------------|--------------------------|
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | |
| Revenus | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Taxes | 1 | 54 583 500 | 55 260 088 | | 55 260 088 | 53 930 537 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 286 620 | 286 625 | | 286 625 | 311 356 |
| Quotes-parts | 3 | | | | | |
| Transferts | 4 | 621 520 | 674 462 | | 674 462 | 1 011 434 |
| Services rendus | 5 | 958 850 | 1 125 271 | | 1 125 271 | 1 017 680 |
| Imposition de droits | 6 | 2 264 510 | 5 559 893 | | 5 559 893 | 3 670 092 |
| Amendes et pénalités | 7 | 300 000 | 316 159 | | 316 159 | 396 751 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | | | | | |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 475 000 | 469 931 | | 469 931 | 567 792 |
| Autres revenus | 10 | 30 000 | (245 468) | | (245 468) | 98 381 |
| Effet net des opérations de restructuration | 11 | | | | | |
| | 12 | 59 520 000 | 63 446 961 | | 63 446 961 | 61 004 023 |
| Investissement | | | | | | |
| Taxes | 13 | | | | | |
| Quotes-parts | 14 | | | | | |
| Transferts | 15 | | | | | 1 014 162 |
| Imposition de droits | 16 | | | | | |
| Autres revenus | | | | | | |
| Contributions des promoteurs | 17 | | | | | |
| Autres | 18 | | | | | |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 19 | | | | | |
| | 20 | | | | | 1 014 162 |
| | 21 | 59 520 000 | 63 446 961 | | 63 446 961 | 62 018 185 |
| Charges | | | | | | |
| Administration générale | 22 | 10 034 660 | 10 591 138 | 206 568 | 10 797 706 | 10 788 164 |
| Sécurité publique | 23 | 13 757 690 | 13 740 312 | | 13 740 312 | 13 534 586 |
| Transport | 24 | 14 088 219 | 12 577 423 | 4 966 542 | 17 543 965 | 17 137 025 |
| Hygiène du milieu | 25 | 5 073 717 | 4 726 127 | 1 314 602 | 6 040 729 | 5 962 153 |
| Santé et bien-être | 26 | 326 060 | 324 225 | | 324 225 | 234 286 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 27 | 1 990 472 | 1 943 715 | | 1 943 715 | 1 740 834 |
| Loisirs et culture | 28 | 10 444 182 | 9 415 168 | 1 112 733 | 10 527 901 | 9 736 006 |
| Réseau d'électricité | 29 | | | | | |
| Frais de financement | 30 | 780 900 | 961 102 | | 961 102 | 900 437 |
| Effet net des opérations de restructuration | 31 | | | | | |
| Amortissement des immobilisations | 32 | 6 944 700 | 7 600 445 | (7 600 445) | | |
| | 33 | 63 440 600 | 61 879 655 | | 61 879 655 | 60 033 491 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 34 | (3 920 600) | 1 567 306 | | 1 567 306 | 1 984 694 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | | 2019 | | 2018 |
|--|----|-------------|--------------|--------------|
| | | Budget | Réalizations | Réalizations |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | (3 920 600) | 1 567 306 | 1 984 694 |
| Moins: revenus d'investissement | 2 | () | () | 1 014 162 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 3 | (3 920 600) | 1 567 306 | 970 532 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | |
| Immobilisations | | | | |
| Amortissement | 4 | 6 944 700 | 7 600 445 | 6 944 669 |
| Produit de cession | 5 | | 19 528 | 38 858 |
| (Gain) perte sur cession | 6 | | 279 143 | 3 900 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 7 | | | |
| | 8 | 6 944 700 | 7 899 116 | 6 987 427 |
| Propriétés destinées à la revente | | | | |
| Coût des propriétés vendues | 9 | | | |
| Réduction de valeur / Reclassement | 10 | | | |
| | 11 | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | |
| Remboursement ou produit de cession | 12 | | | |
| (Gain) perte sur remboursement ou sur cession | 13 | | | |
| Provision pour moins-value / Réduction de valeur | 14 | | 32 480 | 11 180 |
| | 15 | | 32 480 | 11 180 |
| Financement | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 16 | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 17 | (3 024 100) | (3 025 468) | (3 123 681) |
| | 18 | (3 024 100) | (3 025 468) | (3 123 681) |
| Affectations | | | | |
| Activités d'investissement | 19 | () | (4 692 082) | (3 687 532) |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 20 | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 21 | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 22 | | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 23 | | (190 106) | 193 984 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | | | |
| | 25 | | (4 882 188) | (3 493 548) |
| | 26 | 3 920 600 | 23 940 | 381 378 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 27 | | 1 591 246 | 1 351 910 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|--|----|--------------|--------------|
| | | Réalizations | Réalizations |
| Revenus d'investissement | 1 | | 1 014 162 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | |
| Immobilisations | | | |
| Acquisition | | | |
| Administration générale | 2 | () | () |
| Sécurité publique | 3 | () | () |
| Transport | 4 | 6 691 176 | 7 442 636 |
| Hygiène du milieu | 5 | () | 1 072 756 |
| Santé et bien-être | 6 | () | () |
| Aménagement, urbanisme et développement | 7 | () | () |
| Loisirs et culture | 8 | 1 956 074 | 1 920 201 |
| Réseau d'électricité | 9 | () | () |
| | 10 | 8 647 250 | 10 435 593 |
| Propriétés destinées à la revente | | | |
| Acquisition | 11 | 193 693 | 9 235 611 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 12 | 44 832 | 44 832 |
| Financement | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 13 | 7 000 000 | |
| Affectations | | | |
| Activités de fonctionnement | 14 | 4 692 082 | 3 687 532 |
| Excédent accumulé | | | |
| Excédent de fonctionnement non affecté | 15 | 193 693 | 4 141 611 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 16 | | 7 872 731 |
| Réserves financières et fonds réservés | 17 | | |
| | 18 | 4 885 775 | 15 701 874 |
| | 19 | 3 000 000 | (4 014 162) |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 20 | 3 000 000 | (3 000 000) |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | Budget 2019 | Réalizations 2019 | Réalizations 2018 |
|---|----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Rémunération | 1 | 9 476 130 | 9 698 951 | 9 183 766 |
| Charges sociales | 2 | 2 999 250 | 3 223 693 | 3 186 253 |
| Biens et services | | | | |
| Services obtenus d'organismes municipaux | | | | |
| Compensations pour services municipaux | 3 | | | |
| Ententes de services | | | | |
| Services de transport collectif | 4 | | | |
| Autres services | 5 | 43 250 | 43 135 | 42 456 |
| Autres biens et services | 6 | 8 964 310 | 9 056 983 | 8 323 731 |
| Frais de financement | | | | |
| Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge | | | | |
| De l'organisme municipal | 7 | 708 840 | 673 586 | 679 178 |
| D'autres organismes municipaux | 8 | | | |
| Du gouvernement du Québec et ses entreprises | 9 | 72 060 | 93 516 | 82 259 |
| D'autres tiers | 10 | | | |
| Autres frais de financement | 11 | | 194 000 | 139 000 |
| Contributions à des organismes | | | | |
| Organismes municipaux | | | | |
| Quotes-parts | 12 | 29 887 700 | 29 882 737 | 29 968 209 |
| Transferts | 13 | | | |
| Autres | 14 | | | |
| Autres organismes | | | | |
| Transferts | 15 | | | |
| Autres | 16 | 3 180 | 2 751 | 2 858 |
| Amortissement des immobilisations | 17 | 6 944 700 | 7 600 445 | 6 944 669 |
| Autres | | | | |
| - Autres | 18 | 4 341 180 | 1 409 858 | 1 481 112 |
| - | 19 | | | |
| - | 20 | | | |
| | 21 | 63 440 600 | 61 879 655 | 60 033 491 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

| | |
|--|---|
| Revenus sur les placements de portefeuille | 1 |
| Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement | 2 |
| Autres revenus | 3 |
| | 4 |

Charges

| | |
|---|-----------|
| Créances douteuses | |
| Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 5 |
| Variation de la provision pour moins-value | 6 |
| | 7 |
| Autres charges | 8 |
| | 9 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 10 |

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

| | |
|--|--|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 11 |
| Placements de portefeuille | 12 |
| Débiteurs | 13 |
| Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 14 |
| Provision pour moins-value | 15 () () |
| | 16 |
| | 17 |

Passifs

| | |
|--|-----------|
| Créditeurs et charges à payer | 18 |
| Revenus reportés | 19 |
| Dette à long terme | 20 |
| | 21 |
| Solde du Fonds local d'investissement | 22 |

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

| | |
|-------------------------------------|----|
| Libres | 23 |
| Supportant les engagements de prêts | 24 |
| Supportant les garanties de prêts | 25 |
| | 26 |

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

| | |
|--|---|
| Revenus provenant de la gestion foncière | 1 |
| Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier | 2 |
| | 3 |

Charges

| | |
|-------------------------|---|
| Frais de gestion | |
| Salaires | 4 |
| Créances douteuses | 5 |
| Autres frais de gestion | 6 |
| | 7 |

Activités et projets de mise en valeur du territoire

| | |
|---|----|
| - | 8 |
| - | 9 |
| - | 10 |
| - | 11 |
| - | 12 |
| - | 13 |
| | 14 |
| | 15 |

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

| | |
|---|--|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 17 |
| Placements de portefeuille | 18 |
| Débiteurs | 19 |
| Provision pour créances douteuses | 20 () () |
| | 21 |
| Autres | 22 |
| | 23 |

Passifs

| | |
|---|-----------|
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 24 |
| Créditeurs et charges à payer | 25 |
| Revenus reportés | |
| Provenant de la gestion foncière | 26 |
| Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier | 27 |
| Autres | 28 |
| Autres | 29 |
| | 30 |
| Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 31 |

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

| | | 2019 | 2018 |
|--|----|---------------|---------------|
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 1 | 5 419 796 | 4 022 243 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 15 289 | 15 289 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 4 | (1 295 517) | (1 485 623) |
| Financement des investissements en cours | 5 | | (3 000 000) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 6 | 95 697 998 | 98 718 351 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 7 | | |
| | 8 | 99 837 566 | 98 270 260 |
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | | | |
| Administration municipale | 9 | 5 419 796 | 4 022 243 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 10 | | |
| | 11 | 5 419 796 | 4 022 243 |
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| - | 12 | | |
| - | 13 | | |
| - | 14 | | |
| - | 15 | | |
| - | 16 | | |
| - | 17 | | |
| - | 18 | | |
| - | 19 | | |
| - | 20 | | |
| | 21 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | | | |
| - | 22 | | |
| - | 23 | | |
| - | 24 | | |
| | 25 | | |
| | 26 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | | | |
| Réserves financières - Administration municipale | | | |
| - | 27 | | |
| - | 28 | | |
| - | 29 | | |
| - | 30 | | |
| - | 31 | | |
| | 32 | | |
| Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats | | | |
| - | 33 | | |
| - | 34 | | |
| - | 35 | | |
| | 36 | | |
| Fonds réservés | | | |
| Fonds de roulement | | | |
| Administration municipale | 37 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 38 | | |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | | | |
| Montant réservé pour le service de la dette à long terme | | | |
| Administration municipale | 39 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 40 | | |
| Montant non réservé | | | |
| Administration municipale | 41 | 15 289 | 15 289 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 42 | | |
| Fonds local d'investissement | 43 | | |
| Fonds local de solidarité | 44 | | |
| Autres | | | |
| - | 45 | | |
| - | 46 | | |
| | 47 | 15 289 | 15 289 |
| | 48 | 15 289 | 15 289 |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

| | 2019 | 2018 |
|--|----------------------|---------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | | |
| Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables | | |
| Avantages sociaux futurs | | |
| Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | 49 () () | () |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 50 (1 152 000) () | (1 152 000) |
| Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | | |
| Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 | 51 () () | () |
| Autres | 52 () () | () |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 53 (142 000) () | (330 000) |
| | 54 (1 294 000) () | (1 482 000) |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 55 () () | () |
| Assainissement des sites contaminés | 56 () () | () |
| Appariement fiscal pour revenus de transfert | 57 () () | () |
| Autres | 58 () () | () |
| - | 59 () () | () |
| | 60 (1 294 000) () | (1 482 000) |
| Mesures d'allègement fiscal transitoires | | |
| Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000 | | |
| Salaires et avantages sociaux | 61 () () | () |
| Intérêts sur la dette à long terme | 62 (1 517) () | (3 623) |
| Mesures relatives à la TVQ | | |
| Utilisation du fonds général | 63 () () | () |
| Utilisation du fonds de roulement | 64 () () | () |
| Mesure relative aux frais reportés | 65 () () | () |
| Autres | 66 () () | () |
| - | 67 () () | () |
| | 68 (1 517) () | (3 623) |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | | |
| Mesure transitoire relative à la TVQ | 69 () () | () |
| Frais d'émission de la dette à long terme | 70 () () | () |
| Dette à long terme liée au FLI et au FLS | 71 () () | () |
| Autres | 72 () () | () |
| - | 73 () () | () |
| | 74 () () | () |
| Éléments présentés à l'encontre des DCTP | | |
| Financement des activités de fonctionnement | 75 | |
| Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement | 76 | |
| Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI | 77 | |
| Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement | 78 | |
| Autres | 79 | |
| - | 80 | |
| | 81 (1 295 517) () | (1 485 623) |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 | 2018 |
|--|-----|----------------|----------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | | |
| Financement des investissements en cours | | | |
| Financement non utilisé | 82 | | |
| Investissements à financer | 83 | () | (3 000 000) |
| | 84 | | (3 000 000) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | | | |
| Éléments d'actif | | | |
| Immobilisations | 85 | 102 037 727 | 101 289 593 |
| Propriétés destinées à la revente | 86 | 25 586 690 | 25 392 997 |
| Prêts | 87 | | |
| Placements de portefeuille à titre d'investissement | 88 | 154 678 | 142 326 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 89 | | |
| | 90 | 127 779 095 | 126 824 916 |
| Ajustements aux éléments d'actif | 91 | | |
| | 92 | 127 779 095 | 126 824 916 |
| Éléments de passif correspondant | | | |
| Dette à long terme | 93 | (33 950 482) | (30 246 213) |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | 94 | (106 518) | (124 787) |
| Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme | 95 | 1 975 903 | 2 264 435 |
| Dettes aux fins des activités de fonctionnement | 96 | | |
| Autres dettes n'affectant pas l'investissement net | 97 | | |
| | 98 | (32 081 097) | (28 106 565) |
| Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif | 99 | () | () |
| | 100 | (32 081 097) | (28 106 565) |
| | 101 | 95 697 998 | 98 718 351 |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

| | Régimes de retraite enregistrés | Régimes supplémentaires de retraite |
|--|------------------------------------|---|
| Nombre de régimes à la fin de l'exercice | 1 <u>1</u> | 2 <u> </u> |

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Kirkland parraine un régime de retraite contenant une composante à prestations déterminées et une composante à cotisation déterminée. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. La rente de retraite de la composante à prestations déterminées correspond à la différence entre 2 % du salaire final moyen 3 ans et 0,7 % du salaire final moyen jusqu'à concurrence du MGA final moyen 3 ans. Les cotisations du régime sont partagées de manière graduelle entre la Ville et les employés et seront partagées à 50 % entre la Ville et les employés à compter de 2020. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2017.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|---|------------------------------------|---------------------------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 3 297 000 | 319 000 |
| Charge de l'exercice | 4 (1 451 000) | (1 374 000) |
| Cotisations versées par l'employeur | 5 1 011 000 | 1 352 000 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 6 <u>(143 000)</u> | <u>297 000</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 7 28 321 000 | 26 055 000 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 8 (<u>31 010 000</u>) | (<u>29 069 000</u>) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 9 (2 689 000) | (3 014 000) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 10 <u>2 546 000</u> | <u>3 311 000</u> |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value | 11 (143 000) | 297 000 |
| Provision pour moins-value | 12 (<u> </u>) | (<u> </u>) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 13 <u>(143 000)</u> | <u>297 000</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes en cause | 14 <u>1</u> | <u>1</u> |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 15 <u>28 321 000</u> | <u>26 055 000</u> |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 16 (<u>31 010 000</u>) | (<u>29 069 000</u>) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 17 (<u>2 689 000</u>) | (<u>3 014 000</u>) |
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 18 1 511 000 | 1 253 000 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 19 <u>1 511 000</u> | <u>1 253 000</u> |
| Cotisations salariales des employés | 20 542 000 | 204 000 |
| Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 21 (<u> </u>) | (<u> </u>) |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 22 969 000 | 1 049 000 |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 23 337 000 | 234 000 |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 24 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 25 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 26 | |
| Autres | 27 | |
| - | 28 | |
| - | 29 | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 30 <u>1 306 000</u> | <u>1 283 000</u> |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 31 1 406 000 | 1 394 000 |
| Rendement espéré des actifs | 32 (1 261 000) | (1 303 000) |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 33 <u>145 000</u> | <u>91 000</u> |
| Charge de l'exercice | 34 <u>1 451 000</u> | <u>1 374 000</u> |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | 2019 | 2018 |
|--|------------------|---------------|
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 36 1 801 000 | 952 000 |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 37 (1 261 000) | (1 303 000) |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 38 540 000 | (351 000) |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 39 (112 000) | (990 000) |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 40 (1 088 000) | (993 000) |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7) | 41 29 046 000 | 24 915 000 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 42 | |
| Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8 | 43 | |
| Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 | | |
| Pour la réserve de restructuration | 44 | |
| Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED | 45 585 000 | 9 000 |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 46 12 | 13 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 47 4,44 % | 4,80 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 48 4,80 % | 5,25 % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 49 3,32 % | 3,50 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 50 3,00 % | 2,00 % |
| Autres hypothèses économiques | | |
| - | 51 | |
| - | 52 | |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

| | | Régimes d'avantages complémentaires de retraite | | Autres avantages sociaux futurs |
|--|----|---|----|------------------------------------|
| Nombre de régimes à la fin de l'exercice | 53 | 1 | 54 | |

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La ville offre actuellement à ses retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le régime est offert aux cadres et cadres supérieurs. Il prévoit de l'assurance-vie, de l'assurance maladie et de l'assurance soins dentaires. Les personnes à charge des retraités sont également admissibles aux protections.

Assurance - vie de base

1 fois le salaire annuel

Portion des coûts payée par la ville : 50% jusqu'à 70 ans et 0% à compter 70 ans

Assurance - vie des personnes à charge

Conjoint: 10 000\$, enfant à charge: 5 000\$.

Portion des coûts payée par la ville : 50% jusqu'à 70 ans et 0% à compter 70 ans

Assurance - maladie

Cadres supérieurs retraités : aucune franchise, remboursement à 80% et limite variable selon les soins.

Autres cadres retraités : franchise 25\$ par certificat, remboursement à 80% et limite variable selon les soins.

Portion des coûts payée par la ville : 50%

Soins dentaires

Cadres supérieurs retraités : aucune franchise et remboursement 50% à 80% (aucune limite).

Autres cadres retraités : franchise 25\$ par certificat et remboursement 50% à 80% (aucune limite).

Portion des coûts payée par la ville :

Retraites avant le 1er janvier 2018: 50% jusqu'à 65 ans et 0% à compter de 65 ans.

Retraites à compter du 1er janvier 2018 : 0%.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|---|-----------------------|--------------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 55 (1 567 000) | (1 216 000) |
| Charge de l'exercice | 56 (136 000) | (381 000) |
| Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur | 57 26 000 | 30 000 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 58 <u>(1 677 000)</u> | <u>(1 567 000)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 59 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 60 (1 664 000) | (1 370 000) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 61 (1 664 000) | (1 370 000) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 62 (13 000) | (197 000) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value | 63 (1 677 000) | (1 567 000) |
| Provision pour moins-value | 64 () | () |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 65 <u>(1 677 000)</u> | <u>(1 567 000)</u> |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes et avantages en cause | 66 <u>1</u> | <u>1</u> |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 67 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 68 (1 664 000) | (1 370 000) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 69 <u>(1 664 000)</u> | <u>(1 370 000)</u> |
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 70 100 000 | 104 000 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 71 <u>100 000</u> | <u>290 000</u> |
| | 72 100 000 | 394 000 |
| Cotisations salariales des employés | 73 () | () |
| Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 74 () | () |
| | 75 100 000 | 394 000 |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 76 (13 000) | |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 77 | (61 000) |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 78 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 79 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 80 | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | 2019 | 2018 |
|--|-------------------|----------------|
| Autres | | |
| - | 81 | |
| - | 82 | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 83 <u>87 000</u> | <u>333 000</u> |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 84 49 000 | 48 000 |
| Rendement espéré des actifs | 85 () | () |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 86 <u>49 000</u> | <u>48 000</u> |
| Charge de l'exercice | 87 <u>136 000</u> | <u>381 000</u> |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 88 | |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 89 () | () |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 90 | |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 91 (171 000) | 197 000 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 92 26 000 | 30 000 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59) | 93 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 94 | |
| Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60 | 95 | |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 96 17 | 16 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 97 2,75 % | 3,50 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 98 % | % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 99 3,50 % | 3,50 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 100 % | % |
| Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 101 4,20 % | 4,30 % |
| Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 102 3,10 % | 3,10 % |
| Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice) | 103 2 029 | 2 029 |
| Autres hypothèses économiques | | |
| - | 104 | |
| - | 105 | |

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

| | 2019 | 2018 |
|---|-------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Cotisations de l'employeur | | |
| Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités | 107 | |
| Régime volontaire d'épargne-retraite | 108 | |
| Régime de retraite simplifié | 109 | |
| Régime de retraite par financement salarial | 110 | |
| Régime de retraite des employés municipaux du Québec | 111 | |
| Autres régimes | 112 | |
| | 113 | |

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

| | 2019 | 2018 |
|-----------------------------|-------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Cotisations de l'employeur | 115 | |

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

| | 2019 | 2018 |
|---|--------------|-------------|
| Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice | 116 <u>6</u> | <u>6</u> |

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

| | | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|--|-----|---------------|---------------|
| Cotisations des élus au RREM | 117 | <u>9 868</u> | <u>8 407</u> |
| Charge de l'exercice | | | |
| Contributions de l'employeur au RREM | 118 | 33 254 | 28 330 |
| Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM | 119 | <u>11 807</u> | <u>12 074</u> |
| | 120 | <u>45 061</u> | <u>40 404</u> |

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| TAXES | | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|--------------------------------------|----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| SUR LA VALEUR FONCIÈRE | | | | |
| Taxes générales | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 52 631 000 | 53 423 808 | 51 818 861 |
| Taxes spéciales | | | | |
| Service de la dette | 2 | | | |
| Activités de fonctionnement | 3 | | | |
| Activités d'investissement | 4 | | | |
| Taxes de secteur | | | | |
| Taxes spéciales | | | | |
| Service de la dette | 5 | | | |
| Activités de fonctionnement | 6 | | | |
| Activités d'investissement | 7 | | | |
| Autres | 8 | | | |
| | 9 | 52 631 000 | 53 423 808 | 51 818 861 |
| SUR UNE AUTRE BASE | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | |
| Services municipaux | | | | |
| Eau | 10 | 1 600 000 | 1 483 690 | 1 631 993 |
| Égout | 11 | | | |
| Traitement des eaux usées | 12 | | | |
| Matières résiduelles | 13 | | | |
| Autres | | | | |
| - | 14 | | | |
| - | 15 | | | |
| - | 16 | | | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | | | |
| Service de la dette | 18 | 352 500 | 352 590 | 479 683 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | | | |
| Activités de fonctionnement | 20 | | | |
| Activités d'investissement | 21 | | | |
| | 22 | 1 952 500 | 1 836 280 | 2 111 676 |
| Taxes d'affaires | | | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | | | |
| Autres | 24 | | | |
| | 25 | | | |
| | 26 | 1 952 500 | 1 836 280 | 2 111 676 |
| | 27 | 54 583 500 | 55 260 088 | 53 930 537 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|--|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES | | | |
| Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 28 | | |
| Taxes sur une autre base | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 29 | | |
| Taxes d'affaires | 30 | | |
| Compensations pour les terres publiques | 31 | | |
| | 32 | | |
| Immeubles des réseaux | | | |
| Santé et services sociaux | 33 | 110 055 | 108 918 |
| Cégeps et universités | 34 | | |
| Écoles primaires et secondaires | 35 | 176 565 | 190 956 |
| | 36 | 286 620 | 311 356 |
| Autres immeubles | | | |
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 37 | | |
| Taxes sur une autre base | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 38 | | |
| Taxes d'affaires | 39 | | |
| | 40 | | |
| | 41 | 286 620 | 311 356 |
| GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 42 | | |
| Taxes sur une autre base | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 43 | | |
| Taxes d'affaires | 44 | | |
| | 45 | | |
| ORGANISMES MUNICIPAUX | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 46 | | |
| Taxes sur une autre base | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 47 | | |
| | 48 | | |
| AUTRES | | | |
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 49 | | |
| Autres | 50 | | |
| | 51 | | |
| | 52 | 286 620 | 311 356 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|---|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| TRANSFERTS | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT | | | |
| Administration générale | 53 | | |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 54 | | |
| Sécurité incendie | 55 | | |
| Sécurité civile | 56 | | |
| Autres | 57 | | |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 58 | 99 738 | 110 716 |
| Enlèvement de la neige | 59 | | 109 210 |
| Autres | 60 | | |
| Transport collectif | | | |
| Transport en commun | | | |
| Transport régulier | 61 | | |
| Transport adapté | 62 | | |
| Transport scolaire | 63 | | |
| Autres | 64 | | |
| Transport aérien | 65 | | |
| Transport par eau | 66 | | |
| Autres | 67 | | |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 68 | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 69 | 27 035 | 25 493 |
| Traitement des eaux usées | 70 | | 27 243 |
| Réseaux d'égout | 71 | | |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 72 | 190 000 | 232 158 |
| Matières recyclables | | | |
| Collecte sélective | | | |
| Collecte et transport | 73 | | |
| Tri et conditionnement | 74 | | |
| Autres | 75 | | |
| Autres | 76 | | |
| Cours d'eau | 77 | | |
| Protection de l'environnement | 78 | | 288 600 |
| Autres | 79 | | |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 80 | | |
| Sécurité du revenu | 81 | | |
| Autres | 82 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 83 | | |
| Rénovation urbaine | 84 | | |
| Promotion et développement économique | 85 | | |
| Autres | 86 | | |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 87 | 17 500 | 17 500 |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 88 | 62 247 | 53 473 |
| Autres | 89 | 25 000 | 46 981 |
| Réseau d'électricité | 90 | | |
| | 91 | 421 520 | 783 866 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| TRANSFERTS (suite) | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|---|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT | | | |
| Administration générale | 92 | | |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 93 | | |
| Sécurité incendie | 94 | | |
| Sécurité civile | 95 | | |
| Autres | 96 | | |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 97 | | |
| Enlèvement de la neige | 98 | | |
| Autres | 99 | | |
| Transport collectif | | | |
| Transport en commun | | | |
| Transport régulier | 100 | | |
| Transport adapté | 101 | | |
| Transport scolaire | 102 | | |
| Autres | 103 | | |
| Transport aérien | 104 | | |
| Transport par eau | 105 | | |
| Autres | 106 | | |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 107 | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 108 | | |
| Traitement des eaux usées | 109 | | |
| Réseaux d'égout | 110 | | |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 111 | | |
| Matières recyclables | | | |
| Collecte sélective | | | |
| Collecte et transport | 112 | | |
| Tri et conditionnement | 113 | | |
| Autres | 114 | | |
| Autres | 115 | | |
| Cours d'eau | 116 | | |
| Protection de l'environnement | 117 | | |
| Autres | 118 | | |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 119 | | |
| Sécurité du revenu | 120 | | |
| Autres | 121 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 122 | | |
| Rénovation urbaine | 123 | | |
| Promotion et développement économique | 124 | | |
| Autres | 125 | | |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 126 | | 1 014 162 |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 127 | | |
| Autres | 128 | | |
| Réseau d'électricité | 129 | | |
| | 130 | | 1 014 162 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| TRANSFERTS (suite) | | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|---|-----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| TRANSFERTS DE DROIT | | | | |
| Regroupement municipal et réorganisation municipale | 131 | | | |
| Péréquation | 132 | | | |
| Neutralité | 133 | | | |
| Partage des redevances sur les ressources naturelles | 134 | | | |
| Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables | 135 | 200 000 | 188 141 | 227 568 |
| Fonds de développement des territoires | 136 | | | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation | 137 | | | |
| Autres | 138 | | | |
| | 139 | 200 000 | 188 141 | 227 568 |
| TOTAL DES TRANSFERTS | 140 | 621 520 | 674 462 | 2 025 596 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| SERVICES RENDUS | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|--|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES | | | |
| MUNICIPAUX | | | |
| Administration générale | | | |
| Greffes et application de la loi | 141 | | |
| Évaluation | 142 | | |
| Autres | 143 | | |
| | 144 | | |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 145 | | |
| Sécurité incendie | 146 | | |
| Sécurité civile | 147 | | |
| Autres | 148 | | |
| | 149 | | |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 150 | | |
| Enlèvement de la neige | 151 | | |
| Autres | 152 | 23 000 | 21 564 |
| Transport collectif | 153 | | |
| Autres | 154 | | |
| | 155 | 23 000 | 22 656 |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 156 | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 157 | | |
| Traitement des eaux usées | 158 | | |
| Réseaux d'égout | 159 | | |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 160 | | |
| Matières recyclables | | | |
| Collecte sélective | | | |
| Collecte et transport | 161 | | |
| Tri et conditionnement | 162 | | |
| Autres | 163 | | |
| Autres | 164 | | |
| Cours d'eau | 165 | | |
| Protection de l'environnement | 166 | | |
| Autres | 167 | | |
| | 168 | | |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 169 | | |
| Autres | 170 | | |
| | 171 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 172 | | |
| Rénovation urbaine | 173 | | |
| Promotion et développement économique | 174 | | |
| Autres | 175 | | |
| | 176 | | |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 177 | | |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 178 | | |
| Autres | 179 | | |
| | 180 | | |
| Réseau d'électricité | | | |
| | 181 | | |
| | 182 | 23 000 | 21 564 |
| | | | 22 656 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| SERVICES RENDUS (suite) | | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|--|-----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| AUTRES SERVICES RENDUS | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffes et application de la loi | 183 | | | |
| Évaluation | 184 | | | |
| Autres | 185 | 53 800 | 106 078 | 64 363 |
| | 186 | 53 800 | 106 078 | 64 363 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 187 | | | |
| Sécurité incendie | 188 | | | |
| Sécurité civile | 189 | | | |
| Autres | 190 | | | |
| | 191 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 192 | | | |
| Enlèvement de la neige | 193 | | | |
| Autres | 194 | 20 000 | 16 372 | 19 042 |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 195 | | | |
| Transport adapté | 196 | | | |
| Transport scolaire | 197 | | | |
| Autres | 198 | | | |
| Autres | 199 | | | |
| | 200 | 20 000 | 16 372 | 19 042 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 201 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 202 | | | |
| Traitement des eaux usées | 203 | | | |
| Réseaux d'égout | 204 | | | |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 205 | 46 500 | 63 817 | 53 353 |
| Matières recyclables | 206 | 2 500 | 3 966 | 1 861 |
| Autres | 207 | | | |
| Cours d'eau | 208 | | | |
| Protection de l'environnement | 209 | | | |
| Autres | 210 | | | |
| | 211 | 49 000 | 67 783 | 55 214 |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 212 | | | |
| Sécurité du revenu | 213 | | | |
| Autres | 214 | | | |
| | 215 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 216 | 2 000 | 1 984 | 1 978 |
| Rénovation urbaine | 217 | | | |
| Promotion et développement économique | 218 | | | |
| Autres | 219 | | | |
| | 220 | 2 000 | 1 984 | 1 978 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 221 | 669 380 | 733 941 | 682 838 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 222 | 63 140 | 71 463 | 65 919 |
| Autres | 223 | 78 530 | 106 086 | 105 670 |
| | 224 | 811 050 | 911 490 | 854 427 |
| Réseau d'électricité | | | | |
| | 225 | | | |
| | 226 | 935 850 | 1 103 707 | 995 024 |
| TOTAL DES SERVICES RENDUS | 227 | 958 850 | 1 125 271 | 1 017 680 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | Budget 2019 | Réalizations 2019 | Réalizations 2018 |
|--|----------------|----------------------|----------------------|
| IMPOSITION DE DROITS | | | |
| Licences et permis | 228 164 510 | 452 873 | 267 570 |
| Droits de mutation immobilière | 229 2 100 000 | 5 107 020 | 3 402 522 |
| Droits sur les carrières et sablières | 230 | | |
| Autres | 231 | | |
| | 232 2 264 510 | 5 559 893 | 3 670 092 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | | |
| | 233 300 000 | 316 159 | 396 751 |
| REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE | | | |
| | 234 | | |
| AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS | | | |
| | 235 475 000 | 469 931 | 567 792 |
| AUTRES REVENUS | | | |
| Gain (perte) sur cession d'immobilisations | 236 | (279 143) | (3 900) |
| Produit de cession de propriétés destinées à la revente | 237 | | |
| Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements | 238 | | |
| Contributions des promoteurs | 239 | | 45 590 |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence | 240 | | |
| Contributions des organismes municipaux | 241 | | |
| Autres contributions | 242 | | 8 000 |
| Redevances réglementaires | 243 | | |
| Autres | 244 30 000 | 33 675 | 48 691 |
| | 245 30 000 | (245 468) | 98 381 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | |
| | 246 | | |

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | | Budget 2019 | Réalizations 2019 | | Total | Réalizations 2018 |
|--------------------------------------|----|--|--|-----------------------------------|------------|----------------------|
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | | |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conseil | 1 | 618 510 | 702 242 | | 702 242 | 648 253 |
| Greffe et application de la loi | 2 | 1 017 727 | 923 324 | | 923 324 | 892 651 |
| Gestion financière et administrative | 3 | 2 581 006 | 2 505 086 | | 2 505 086 | 2 377 353 |
| Évaluation | 4 | 239 715 | 239 699 | | 239 699 | 237 507 |
| Gestion du personnel | 5 | 631 720 | 774 908 | | 774 908 | 598 907 |
| Autres | | | | | | |
| - Autres | 6 | 4 945 982 | 5 445 879 | 206 568 | 5 652 447 | 6 033 493 |
| - | 7 | | | | | |
| | 8 | 10 034 660 | 10 591 138 | 206 568 | 10 797 706 | 10 788 164 |
| SÉCURITÉ PUBLIQUE | | | | | | |
| Police | 9 | 8 540 200 | 8 539 640 | | 8 539 640 | 8 437 284 |
| Sécurité incendie | 10 | 4 655 666 | 4 655 360 | | 4 655 360 | 4 602 419 |
| Sécurité civile | 11 | 20 217 | 20 216 | | 20 216 | 20 275 |
| Autres | 12 | 541 607 | 525 096 | | 525 096 | 474 608 |
| | 13 | 13 757 690 | 13 740 312 | | 13 740 312 | 13 534 586 |
| TRANSPORT | | | | | | |
| Réseau routier | | | | | | |
| Voirie municipale | 14 | 4 913 100 | 3 312 776 | 4 654 575 | 7 967 351 | 7 609 021 |
| Enlèvement de la neige | 15 | 1 037 871 | 1 226 452 | | 1 226 452 | 997 928 |
| Éclairage des rues | 16 | 419 187 | 341 028 | 103 295 | 444 323 | 465 063 |
| Circulation et stationnement | 17 | 165 041 | 102 423 | | 102 423 | 131 732 |
| Transport collectif | | | | | | |
| Transport en commun | 18 | 7 390 725 | 7 390 240 | | 7 390 240 | 7 571 254 |
| Transport aérien | 19 | | | | | |
| Transport par eau | 20 | | | | | |
| Autres | 21 | 162 295 | 204 504 | 208 672 | 413 176 | 362 027 |
| | 22 | 14 088 219 | 12 577 423 | 4 966 542 | 17 543 965 | 17 137 025 |

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | | Budget 2019 | | Réalizations 2019 | | Total | Réalizations 2018 |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-----------|-------|-------------------|
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | | | |
| HYGIÈNE DU MILIEU | | | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 23 | 1 000 000 | 832 578 | | 832 578 | | 750 304 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 24 | 750 104 | 638 666 | 459 079 | 1 097 745 | | 1 113 442 |
| Traitement des eaux usées | 25 | | | | | | |
| Réseaux d'égout | 26 | 318 492 | 244 032 | 564 823 | 808 855 | | 807 875 |
| Matières résiduelles | | | | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | | | | | | | |
| Collecte et transport | 27 | 728 490 | 672 045 | | 672 045 | | 689 416 |
| Élimination | 28 | | | | | | |
| Matières recyclables | | | | | | | |
| Collecte sélective | | | | | | | |
| Collecte et transport | 29 | 279 620 | 349 738 | | 349 738 | | 335 150 |
| Tri et conditionnement | 30 | | | | | | |
| Matières organiques | | | | | | | |
| Collecte et transport | 31 | | | | | | |
| Traitement | 32 | | | | | | |
| Matériaux secs | 33 | 85 700 | 120 268 | | 120 268 | | 55 405 |
| Autres | 34 | 953 083 | 953 020 | | 953 020 | | 776 242 |
| Plan de gestion | 35 | | | | | | |
| Autres | 36 | | | | | | |
| Cours d'eau | 37 | | | | | | |
| Protection de l'environnement | 38 | 57 763 | 57 759 | | 57 759 | | 63 721 |
| Autres | 39 | 900 465 | 858 021 | 290 700 | 1 148 721 | | 1 370 598 |
| | 40 | 5 073 717 | 4 726 127 | 1 314 602 | 6 040 729 | | 5 962 153 |
| SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | | | | | | | |
| Logement social | 41 | 279 850 | 278 018 | | 278 018 | | 190 840 |
| Sécurité du revenu | 42 | | | | | | |
| Autres | 43 | 46 210 | 46 207 | | 46 207 | | 43 446 |
| | 44 | 326 060 | 324 225 | | 324 225 | | 234 286 |
| AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT | | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 45 | 546 779 | 521 301 | | 521 301 | | 579 197 |
| Rénovation urbaine | | | | | | | |
| Biens patrimoniaux | 46 | | | | | | |
| Autres biens | 47 | 80 868 | 80 862 | | 80 862 | | 69 514 |
| Promotion et développement économique | | | | | | | |
| Industries et commerces | 48 | 763 908 | 742 653 | | 742 653 | | 494 954 |
| Tourisme | 49 | | | | | | |
| Autres | 50 | | | | | | |
| Autres | 51 | 598 917 | 598 899 | | 598 899 | | 597 169 |
| | 52 | 1 990 472 | 1 943 715 | | 1 943 715 | | 1 740 834 |

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| | | Budget 2019 | | Réalizations 2019 | | Réalizations 2018 |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | |
| Non audité | | | | | | |
| LOISIRS ET CULTURE | | | | | | |
| Activités récréatives | | | | | | |
| Centres communautaires | 53 | 842 799 | 1 063 933 | 229 565 | 1 293 498 | 1 040 855 |
| Patinoires intérieures et extérieures | 54 | 939 864 | 989 956 | | 989 956 | 946 305 |
| Piscines, plages et ports de plaisance | 55 | | | | | |
| Parcs et terrains de jeux | 56 | 5 694 003 | 4 336 470 | 710 301 | 5 046 771 | 4 810 957 |
| Parcs régionaux | 57 | | | | | |
| Expositions et foires | 58 | | | | | |
| Autres | 59 | 361 451 | 389 136 | 19 387 | 408 523 | 425 971 |
| | 60 | 7 838 117 | 6 779 495 | 959 253 | 7 738 748 | 7 224 088 |
| Activités culturelles | | | | | | |
| Centres communautaires | 61 | | | | | |
| Bibliothèques | 62 | 2 589 985 | 2 619 305 | 153 480 | 2 772 785 | 2 500 570 |
| Patrimoine | | | | | | |
| Musées et centres d'exposition | 63 | | | | | |
| Autres ressources du patrimoine | 64 | | | | | |
| Autres | 65 | 16 080 | 16 368 | | 16 368 | 11 348 |
| | 66 | 2 606 065 | 2 635 673 | 153 480 | 2 789 153 | 2 511 918 |
| | 67 | 10 444 182 | 9 415 168 | 1 112 733 | 10 527 901 | 9 736 006 |
| RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ | | | | | | |
| 68 | | | | | | |
| FRAIS DE FINANCEMENT | | | | | | |
| Dettes à long terme | | | | | | |
| Intérêts | 69 | 708 840 | 698 829 | | 698 829 | 692 580 |
| Autres frais | 70 | 72 060 | 68 273 | | 68 273 | 68 857 |
| Autres frais de financement | | | | | | |
| Avantages sociaux futurs | 71 | | 194 000 | | 194 000 | 139 000 |
| Autres | 72 | | | | | |
| | 73 | 780 900 | 961 102 | | 961 102 | 900 437 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | | | |
| 74 | | | | | | |
| AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS | | | | | | |
| 75 | | 6 944 700 | 7 600 445 | (7 600 445) | | |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|--|--------------------|
| Autres renseignements financiers non audités | |
| Acquisition d'immobilisations par catégories | 3 |
| Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations | 3 |
| Analyse de la dette à long terme | 4 |
| Endettement total net à long terme | 5 |
| Analyse de la charge de quotes-parts | 6 |
| Acquisition d'immobilisations par objets | 7 |
| Analyse de la rémunération | 8 |
| Analyse des revenus de transfert par sources | 8 |
| Frais de financement par activités | 9 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales | 10 |
| Rémunération des élus | 11 |
| Questionnaire | 12 |

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | | Réalizations 2019 | Réalizations 2018 |
|--|----|----------------------|----------------------|
| IMMOBILISATIONS | | | |
| Infrastructures | | | |
| Conduites d'eau potable | 1 | | |
| Usines de traitement de l'eau potable | 2 | | |
| Usines et bassins d'épuration | 3 | | |
| Conduites d'égout | 4 | | |
| Sites d'enfouissement et incinérateurs | 5 | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 6 | 6 094 478 | 6 588 213 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 7 | | |
| Systèmes d'éclairage des rues | 8 | | 311 147 |
| Aires de stationnement | 9 | | |
| Parcs et terrains de jeux | 10 | 1 857 998 | 705 291 |
| Autres infrastructures | 11 | 238 571 | 1 072 752 |
| Réseau d'électricité | 12 | | |
| Bâtiments | | | |
| Édifices administratifs | 13 | | |
| Édifices communautaires et récréatifs | 14 | | 1 214 919 |
| Améliorations locatives | 15 | | |
| Véhicules | | | |
| Véhicules de transport en commun | 16 | | |
| Autres | 17 | 443 085 | 399 254 |
| Ameublement et équipement de bureau | 18 | | |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 19 | 13 118 | 144 017 |
| Terrains | 20 | | |
| Autres | 21 | | |
| | 22 | 8 647 250 | 10 435 593 |

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | | | |
|--|----|-----------|------------|
| Infrastructures autres que pour nouveau développement | | | |
| Conduites d'eau potable | 23 | | |
| Usines de traitement de l'eau potable | 24 | | |
| Usines et bassins d'épuration | 25 | | |
| Conduites d'égout | 26 | | |
| Autres infrastructures | 27 | 8 191 047 | 8 677 403 |
| Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues) | | | |
| Conduites d'eau potable | 28 | | |
| Usines de traitement de l'eau potable | 29 | | |
| Usines et bassins d'épuration | 30 | | |
| Conduites d'égout | 31 | | |
| Autres infrastructures | 32 | | |
| Autres immobilisations | 33 | 456 203 | 1 758 190 |
| | 34 | 8 647 250 | 10 435 593 |

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| <i>Non audité</i> | | Solde au 1 ^{er} janvier | Augmentation | Diminution | Solde au 31 décembre |
|---|----|-------------------------------------|--------------|------------|-------------------------|
| La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante : | | | | | |
| Par l'organisme municipal | | | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 1 | | | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme | | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | | | | |
| Fonds d'amortissement | 4 | | | | |
| Montant à la charge | | | | | |
| D'une partie des contribuables ou des municipalités membres | 5 | 657 709 | | 368 568 | 289 141 |
| De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres | 6 | 27 448 856 | 10 965 000 | 6 621 900 | 31 791 956 |
| De la municipalité (Société de transport en commun) | 7 | | | | |
| | 8 | 28 106 565 | 10 965 000 | 6 990 468 | 32 081 097 |
| Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) | | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 9 | 2 264 435 | | 288 532 | 1 975 903 |
| Organismes municipaux | 10 | | | | |
| Autres tiers | 11 | | | | |
| | 12 | 2 264 435 | | 288 532 | 1 975 903 |
| Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette | 13 | | | | |
| | 14 | 2 264 435 | | 288 532 | 1 975 903 |
| Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec | | | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs | 15 | | | | |
| Autres | 16 | | | | |
| | 17 | | | | |
| | 18 | 2 264 435 | | 288 532 | 1 975 903 |
| | 19 | 30 371 000 | 10 965 000 | 7 279 000 | 34 057 000 |
| Dette en cours de refinancement | 20 | () | | () | () |
| Reclassement / Redressement | 21 | | | | |
| Dette à long terme | 22 | 30 371 000 | 10 965 000 | 7 279 000 | 34 057 000 |

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

| | | |
|--------------------|---|------------|
| Dette à long terme | 1 | 34 057 000 |
|--------------------|---|------------|

Ajouter

| | | |
|---------------------------------------|---|--|
| Activités d'investissement à financer | 2 | |
|---------------------------------------|---|--|

| | | |
|--|---|--|
| Activités de fonctionnement à financer | 3 | |
|--|---|--|

| | | |
|---------------------------------|---|--|
| Dette en cours de refinancement | 4 | |
|---------------------------------|---|--|

| | | |
|--------|--|--|
| Autres | | |
|--------|--|--|

| | | |
|---|---|--|
| - | 5 | |
|---|---|--|

| | | |
|---|---|--|
| - | 6 | |
|---|---|--|

Déduire

| | | |
|--|--|--|
| Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme | | |
|--|--|--|

| | | |
|-------------------|--|--|
| Excédent accumulé | | |
|-------------------|--|--|

| | | |
|-----------------------|---|--|
| Fonds d'amortissement | 7 | |
|-----------------------|---|--|

| | | |
|--|---|--|
| Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé | 8 | |
|--|---|--|

| | | |
|-----------|---|-----------|
| Débiteurs | 9 | 1 975 903 |
|-----------|---|-----------|

| | | |
|---------------------------------------|--|--|
| Revenus futurs découlant des ententes | | |
|---------------------------------------|--|--|

| | | |
|---|----|--|
| conclues avec le gouvernement du Québec | 10 | |
|---|----|--|

| | | |
|-----------------|----|--|
| Autres montants | 11 | |
|-----------------|----|--|

| | | |
|--|----|--|
| Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés | 12 | |
|--|----|--|

| | | |
|--------|--|--|
| Autres | | |
|--------|--|--|

| | | |
|---|----|--|
| - | 13 | |
|---|----|--|

| | | |
|---|----|--|
| - | 14 | |
|---|----|--|

| | | |
|---|----|------------|
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 15 | 32 081 097 |
|---|----|------------|

| | | |
|--|----|--|
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats | 16 | |
|--|----|--|

| | | |
|------------------------------|----|------------|
| Endettement net à long terme | 17 | 32 081 097 |
|------------------------------|----|------------|

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

| | | |
|---------------------------------|----|--|
| Municipalité régionale de comté | 18 | |
|---------------------------------|----|--|

| | | |
|---------------------------|----|---------|
| Communauté métropolitaine | 19 | 191 160 |
|---------------------------|----|---------|

| | | |
|-------------------|----|-----------|
| Autres organismes | 20 | 2 757 501 |
|-------------------|----|-----------|

| | | |
|------------------------------------|----|------------|
| Endettement total net à long terme | 21 | 35 029 758 |
|------------------------------------|----|------------|

| | | |
|--|--|--|
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme | | |
|--|--|--|

| | | |
|--|----|------------|
| de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) | 22 | 38 411 000 |
|--|----|------------|

| | | |
|--|--|--|
| Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à | | |
|--|--|--|

| | | |
|-------------------------------|----|--|
| long terme de l'agglomération | 23 | |
|-------------------------------|----|--|

| | | |
|--|----|------------|
| | 24 | 38 411 000 |
|--|----|------------|

| | | |
|--|----|------------|
| Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) | 25 | 73 440 758 |
|--|----|------------|

| | | |
|---|----|--|
| Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) | 26 | |
|---|----|--|

| | | |
|--|----|--|
| Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global) | 27 | |
|--|----|--|

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | | Budget 2019 | Réalisations 2019 | Réalisations 2018 |
|--|----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 1 | | | |
| Évaluation | 2 | 239 715 | 239 699 | 237 507 |
| Autres | 3 | 4 404 270 | 4 403 287 | 5 085 037 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 4 | 8 540 200 | 8 539 640 | 8 437 285 |
| Sécurité incendie | 5 | 4 655 665 | 4 655 360 | 4 602 419 |
| Sécurité civile | 6 | 20 217 | 20 216 | 20 275 |
| Autres | 7 | 144 407 | 144 397 | 121 650 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | 8 | 23 105 | 23 104 | 23 171 |
| Transport collectif | 9 | 7 390 725 | 7 390 240 | 7 571 254 |
| Autres | 10 | 147 295 | 147 285 | 167 993 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | 11 | | | |
| Matières résiduelles | 12 | 953 083 | 953 020 | 776 242 |
| Cours d'eau | 13 | | | |
| Protection de l'environnement | 14 | 57 763 | 57 759 | 63 721 |
| Autres | 15 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 16 | 279 850 | 278 018 | 190 840 |
| Autres | 17 | 46 210 | 46 207 | 43 446 |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 18 | 37 546 | 37 543 | 34 757 |
| Rénovation urbaine | 19 | 80 868 | 80 862 | 69 514 |
| Promotion et développement économique | 20 | 743 178 | 742 653 | 494 954 |
| Autres | 21 | 598 917 | 598 899 | 597 169 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 22 | 502 289 | 502 218 | 640 251 |
| Activités culturelles | 23 | 1 022 397 | 1 022 330 | 790 724 |
| Réseau d'électricité | | | | |
| | 24 | | | |
| | 25 | 29 887 700 | 29 882 737 | 29 968 209 |

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

| | | 2019 | 2018 |
|-----------------------------|---|------------------|-------------------|
| Rémunération | 1 | | |
| Charges sociales | 2 | | |
| Biens et services | 3 | 8 589 404 | 10 401 603 |
| Frais de financement | 4 | 57 846 | 33 990 |
| Autres | 5 | | |
| | 6 | 8 647 250 | 10 435 593 |

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | | Effectifs personnes/ année ² | Semaine normale (heures) | Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice | Rémunération | Charges sociales | Total ¹ |
|--|----|--|---|--|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Administration municipale | | | | | | | |
| Cadres et contremaîtres | 1 | 34,00 | 35,00 | 61 541,00 | 3 067 413 | 1 033 430 | 4 100 843 |
| Professionnels | 2 | | | | | | |
| Cols blancs | 3 | 59,00 | 35,00 | 107 290,00 | 2 896 450 | 975 832 | 3 872 282 |
| Cols bleus | 4 | 56,00 | 37,50 | 106 336,00 | 3 344 677 | 1 126 843 | 4 471 520 |
| Policiers | 5 | | | | | | |
| Pompiers | 6 | | | | | | |
| Conducteurs et opérateurs (transport en commun) | 7 | | | | | | |
| Élus | 8 | 149,00 | | 275 167,00 | 9 308 540 | 3 136 105 | 12 444 645 |
| | 9 | 9,00 | | | 390 411 | 87 588 | 477 999 |
| | 10 | 158,00 | | | 9 698 951 | 3 223 693 | 12 922 644 |

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | Gouvernement du Québec | | Gouvernement du Canada | ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines | Total |
|---|----|-------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---|--------------|
| | | Fonctionnement | Investissement | | | |
| Transport en commun | 11 | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 12 | | | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 13 | 25 493 | | | | 25 493 |
| Traitement des eaux usées | 14 | | | | | |
| Réseaux d'égout | 15 | | | | | |
| Autres | 16 | 626 219 | | 22 750 | | 648 969 |
| | 17 | 651 712 | | 22 750 | | 674 462 |

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

| | | 2019 | 2018 |
|--|----|---------|---------|
| Administration générale | | | |
| Grefe et application de la loi | 1 | | |
| Évaluation | 2 | | |
| Autres | 3 | 262 809 | 215 783 |
| | 4 | 262 809 | 215 783 |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 5 | | |
| Sécurité incendie | 6 | | |
| Sécurité civile | 7 | | |
| Autres | 8 | | |
| | 9 | | |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 10 | 656 134 | 625 800 |
| Enlèvement de la neige | 11 | | |
| Autres | 12 | | |
| Transport collectif | 13 | | |
| Autres | 14 | | |
| | 15 | 656 134 | 625 800 |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 16 | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 17 | | |
| Traitement des eaux usées | 18 | | |
| Réseaux d'égout | 19 | | |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 20 | | |
| Matières recyclables | 21 | | |
| Autres | 22 | | |
| Cours d'eau | 23 | | |
| Protection de l'environnement | 24 | | |
| Autres | 25 | 10 679 | 11 082 |
| | 26 | 10 679 | 11 082 |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 27 | | |
| Sécurité du revenu | 28 | | |
| Autres | 29 | | |
| | 30 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 31 | 25 469 | 40 278 |
| Rénovation urbaine | 32 | | |
| Promotion et développement économique | 33 | | |
| Autres | 34 | | |
| | 35 | 25 469 | 40 278 |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 36 | | |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 37 | 6 011 | 7 494 |
| Autres | 38 | | |
| | 39 | 6 011 | 7 494 |
| Réseau d'électricité | | | |
| | 40 | | |
| | 41 | 961 102 | 900 437 |

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| <i>Non audité</i> | 2019 | | 2018 |
|--|---------------|--|---------------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations |
| Revenus | | | |
| Ventes d'électricité | | | |
| Domestique et agricole | 1 | | |
| Générale et institutionnelle | 2 | | |
| Industrielle | 3 | | |
| Autres | 4 | | |
| Autres revenus | 5 | | |
| | 6 | | |
| Charges | | | |
| Achat d'énergie | 7 | | |
| Taxe sur le revenu brut | 8 | | |
| Frais d'exploitation | 9 | | |
| Autres frais | 10 | | |
| Frais de financement | 11 | | |
| Amortissement des immobilisations | 12 | | |
| | 13 | | |
| Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité | 14 | () () () | |
| | 15 | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales | 16 | | |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | |
| Immobilisations | | | |
| Amortissement | 17 | | |
| Produit de cession | 18 | | |
| (Gain) perte sur cession | 19 | | |
| Réduction de valeur | 20 | | |
| | 21 | | |
| Financement | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 22 | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 23 | () () () | |
| | 24 | | |
| Affectations | | | |
| Activités d'investissement | 25 | () () () | |
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 26 | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 27 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 28 | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 29 | | |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 30 | | |
| | 31 | | |
| | 32 | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 33 | | |

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

| | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses |
|--------------------|--|---------------------------|
| Michel Gibson | 77 684 | 16 767 |
| John Morson | 20 520 | 10 260 |
| Luciano Piciacchia | 20 520 | 10 260 |
| Stephen Bouchard | 20 520 | 10 260 |
| Domenico Zito | 20 520 | 10 260 |
| Samuel Rother | 20 520 | 10 260 |
| Paul Dufort | 20 520 | 10 260 |
| André Allard | 20 520 | 10 260 |
| Mike Brown | 20 520 | 10 260 |

Note

Rémunération du Maire :

Ville de Kirkland : 60,313 \$

Conseil d'Agglomération de Montréal : 17,371 \$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2 3 4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 6
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 _____ \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 9
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10 11
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13 14
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 _____ 5 107 020 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16 17
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19 20
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| Non audité | OUI | NON |
|---|-----------------------------|--|
| 6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? | 22 <input type="checkbox"/> | 23 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? | 24 <input type="checkbox"/> | 25 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente : | | |
| 7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu: | | |
| a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 26 <input type="checkbox"/> | 27 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 28 _____ | \$ |
| b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 29 <input type="checkbox"/> | 30 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 31 _____ | \$ |
| 8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 32 <input type="checkbox"/> | 33 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 34 _____ | \$ |
| b) autres formes d'aide | 35 _____ | \$ |
| 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019 | | |
| Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019 | 36 _____ | |
| Facteur comparatif de 2019 | 37 _____ | |
| Valeur uniformisée | 38 _____ | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI**NON**

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

| Non audité | OUI | NON |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
| 12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens | | |
| a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec? | 50 <input type="checkbox"/> | 51 <input type="checkbox"/> |
| b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019 | 52 | _____ |
| c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019 | 53 | _____ |
| <i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i> | | |
| d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2) | 54 | _____ |
| e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3) | 55 | _____ |
| <i>Mesures d'encadrement</i> | | |
| f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5) | 56 | _____ |
| g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice : | | |
| - à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8) | 57 | _____ |
| - à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9) | 58 | _____ |
| h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) : | | |
| - la mort | 59 | _____ |
| - une blessure grave | 60 | _____ |
| i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec | 61 | _____ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|---|--------------------|
| Taux global de taxation réel audité | |
| Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel | 3 |
| Taux global de taxation réel | 4 |

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Kirkland

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Kirkland (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville, de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2020

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>PAGE</u> |
|--|--------------------|
| Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020 | |
| Revenus de taxes | 3 |
| Revenus de compensations tenant lieu de taxes | 4 |
| Calcul de certains revenus de taxes | 5 |
| Taux des taxes | 7 |
| Taux global de taxation prévisionnel | 8 |
| Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles | 9 |
| Questionnaire | 11 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

| | | |
|-----------------------------|---|------------|
| Taxes générales | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 54 035 400 |
| Taxes spéciales | | |
| Service de la dette | 2 | |
| Activités de fonctionnement | 3 | |
| Activités d'investissement | 4 | |
| Taxes de secteur | | |
| Taxes spéciales | | |
| Service de la dette | 5 | |
| Activités de fonctionnement | 6 | |
| Activités d'investissement | 7 | |
| Autres | 8 | |
| | 9 | 54 035 400 |

SUR UNE AUTRE BASE

| | | |
|--------------------------------------|----|------------|
| Taxes, compensations et tarification | | |
| Services municipaux | | |
| Eau | 10 | 1 580 000 |
| Égout | 11 | |
| Traitement des eaux usées | 12 | |
| Matières résiduelles | 13 | |
| Autres | | |
| - | 14 | |
| - | 15 | |
| - | 16 | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | |
| Service de la dette | 18 | 262 100 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | |
| Activités de fonctionnement | 20 | |
| Activités d'investissement | 21 | |
| | 22 | 1 842 100 |
| Taxes d'affaires | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | |
| Autres | 24 | |
| | 25 | |
| | 26 | 1 842 100 |
| | 27 | 55 877 500 |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

| | | |
|--|----|---------|
| Taxes sur la valeur foncière | 1 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 2 | |
| Taxes d'affaires | 3 | |
| Compensations pour les terres publiques | 4 | |
| | 5 | |
| Immeubles des réseaux | | |
| Santé et services sociaux | 6 | 114 480 |
| Cégeps et universités | 7 | |
| Écoles primaires et secondaires | 8 | 181 660 |
| | 9 | 296 140 |
| Autres immeubles | | |
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 10 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 11 | |
| Taxes d'affaires | 12 | |
| | 13 | |
| | 14 | 296 140 |

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

| | | |
|--------------------------------------|----|--|
| Taxes sur la valeur foncière | 15 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 16 | |
| Taxes d'affaires | 17 | |
| | 18 | |

ORGANISMES MUNICIPAUX

| | | |
|--------------------------------------|----|--|
| Taxes sur la valeur foncière | 19 | |
| Taxes sur une autre base | | |
| Taxes, compensations et tarification | 20 | |
| | 21 | |

AUTRES

| | | |
|--|----|---------|
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 22 | |
| Autres | 23 | |
| | 24 | |
| | 25 | 296 140 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

| | Assiette d'application imposable | Taux adopté | Revenus bruts | Crédits/ Dégrèvements | Dotation à la provision | Autres ajustements | Revenus nets |
|--------------------------------------|---|--------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Taxes générales | | | | | | | |
| Taxe foncière générale (taux unique) | 1 | X 2 | /100\$ 3 | | | | |
| Taxe foncière générale (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 4 3 454 384 221 | X 5 0,7971 | /100\$ 6 27 534 900 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 7 46 316 999 | X 8 0,7971 | /100\$ 9 369 190 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 10 682 417 737 | X 11 3,8400 | /100\$ 12 26 204 940 | | | | |
| Immeubles industriels | 13 | X 14 | /100\$ 15 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 16 | X 17 | /100\$ 18 | | | | |
| Autres | 19 20 472 235 | X 20 1,5942 | /100\$ 21 326 370 | | | | |
| Immeubles agricoles | 22 | X 23 | /100\$ 24 | | | | |
| Total | | | 25 54 435 400 | 26 () | 27 (400 000) | 28 | 29 54 035 400 |
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Service de la dette (taux unique) | 30 | X 31 | /100\$ 32 | | | | |
| Service de la dette (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 33 | X 34 | /100\$ 35 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 36 | X 37 | /100\$ 38 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 39 | X 40 | /100\$ 41 | | | | |
| Immeubles industriels | 42 | X 43 | /100\$ 44 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 45 | X 46 | /100\$ 47 | | | | |
| Autres | 48 | X 49 | /100\$ 50 | | | | |
| Immeubles agricoles | 51 | X 52 | /100\$ 53 | | | | |
| Total | | | 54 | 55 () | 56 () | 57 | 58 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

| | Assiette d'application imposable | Taux adopté | Revenus bruts | Crédits/ Dégrèvements | Dotation à la provision | Autres ajustements | Revenus nets |
|---|---|--------------------|--------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Taxes générales | | | | | | | |
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Activités de fonctionnement (taux unique) | 1 | X 2 | /100\$ 3 | | | | |
| Activités de fonctionnement (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 4 | X 5 | /100\$ 6 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 7 | X 8 | /100\$ 9 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 10 | X 11 | /100\$ 12 | | | | |
| Immeubles industriels | 13 | X 14 | /100\$ 15 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 16 | X 17 | /100\$ 18 | | | | |
| Autres | 19 | X 20 | /100\$ 21 | | | | |
| Immeubles agricoles | 22 | X 23 | /100\$ 24 | | | | |
| Total | | | 25 | 26 (..... |) 27 (..... |) 28 | 29 |

| | | | | | | | |
|--|----------|------------|-----------------|------------|--------------|------------|----------|
| Taxes spéciales | | | | | | | |
| Activités d'investissement (taux unique) | 30 | X 31 | /100\$ 32 | | | | |
| Activités d'investissement (taux variés) | | | | | | | |
| Résiduelle (résidentielle et autres) | 33 | X 34 | /100\$ 35 | | | | |
| Immeubles de 6 logements ou plus | 36 | X 37 | /100\$ 38 | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 39 | X 40 | /100\$ 41 | | | | |
| Immeubles industriels | 42 | X 43 | /100\$ 44 | | | | |
| Terrains vagues desservis | | | | | | | |
| Immeubles non résidentiels | 45 | X 46 | /100\$ 47 | | | | |
| Autres | 48 | X 49 | /100\$ 50 | | | | |
| Immeubles agricoles | 51 | X 52 | /100\$ 53 | | | | |
| Total | | | 54 | 55 (..... |) 56 (..... |) 57 | 58 |

| | | | | | | | |
|---|--------------------------------------|------------|------------|------------|--------------|------------|----------|
| | Valeur locative imposable | | | | | | |
| Taxe d'affaires sur la valeur locative | 59 | X 60 | % 61 | 62 (..... |) 63 (..... |) 64 | 65 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

| | | |
|---------------------------|---|--------------------------|
| Eau | 1 | [] [9] [0] , [0] [0] \$ |
| Égout | 2 | [] [] [] , [] [] \$ |
| Eau et égout | 3 | [] [] [] , [] [] \$ |
| Traitement des eaux usées | 4 | [] [] [] , [] [] \$ |
| Matières résiduelles | 5 | [] [] [] , [] [] \$ |

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

| Description | Taux | Code ¹ | Préciser |
|---------------------------|--------|-------------------|-------------------|
| Taux d'eau suppl/mentaire | 0,6600 | 7 | 273 A 682 M3 |
| | 0,9400 | 7 | 682.1 A 22 727 M3 |
| | 1,1000 | 7 | 22727 M3 et Plus |

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

| | | |
|---|---|------------|
| Revenus de taxes | 1 | 55 877 500 |
| Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes | 2 | _____ |

Ajouter

| | | |
|---|---|---------|
| Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière | 3 | 400 000 |
| Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales | 4 | |

Déduire

| | | |
|--|-----------|-------------------|
| Taxes d'affaires | 5 | |
| Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM | 6 | |
| Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base | 7 | 20 765 289 |
| Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 | 8 | |
| Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation | 9 | _____ |
| Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel | 10 | 35 512 211 |

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

| | |
|----|---------------|
| 11 | 4 203 591 192 |
|----|---------------|

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

| | |
|----|---------------------------------|
| 12 | 0 , 8 4 4 8 /100 \$ |
|----|---------------------------------|

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

| | | Immeubles non résidentiels | Immeubles industriels | <u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels | <u>Autres</u> | 6 logements ou plus | Immeubles agricoles |
|--------------------------------------|---|----------------------------------|--------------------------|---|---------------|------------------------|------------------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | | | |
| Générales | 1 | 25 804 940 | | | 326 370 | 369 190 | |
| De secteur | 2 | | | | | | |
| Autres | 3 | | | | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | | | |
| Service de la dette | 4 | 262 100 | | | | | |
| Autres | 5 | 580 000 | | | | | |
| Taxes d'affaires | | | | | | | |
| Sur la valeur locative | 6 | | | | | | |
| Autres | 7 | | | | | | |
| | 8 | 26 647 040 | | | 326 370 | 369 190 | |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

| | | Résidentielles | Résiduelle Agriculture Résidences | Autres | Total |
|--------------------------------------|----|----------------|---|--------|------------|
| Taxes sur la valeur foncière | | | | | |
| Générales | 9 | 27 534 900 | | | 54 035 400 |
| De secteur | 10 | | | | |
| Autres | 11 | | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | |
| Service de la dette | 12 | | | | 262 100 |
| Autres | 13 | 1 000 000 | | | 1 580 000 |
| Taxes d'affaires | | | | | |
| Sur la valeur locative | 14 | | | | |
| Autres | 15 | | | | |
| | 16 | 28 534 900 | | | 55 877 500 |

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|--|--|--|
| 1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes? | | | |
| a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM | | | |
| - Pour la taxe foncière générale | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> | 5 <input type="checkbox"/> |
| b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM | 6 <input type="checkbox"/> | 7 <input checked="" type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| - Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. | | | |
| c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/> |
| - Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. | | | |
| d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM | | | |
| - Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables | 12 <input checked="" type="checkbox"/> | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/> |
| - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) | 15 <input type="checkbox"/> | 16 <input type="checkbox"/> | 17 <input checked="" type="checkbox"/> |
| - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels | 18 <input type="checkbox"/> | 19 <input type="checkbox"/> | 20 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? | 21 <input type="checkbox"/> | 22 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 23 <input type="checkbox"/> | 24 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant. | 25 _____ | | \$ |
| 4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 26 _____ | | \$ |
| 5. Date d'adoption du budget par le conseil | 27 _____ | 2019-12-16 | |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

| | | |
|---|----|---------------|
| 6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 28 | 68 898 400 \$ |
| 7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 29 | 3 134 720 \$ |
| 8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 30 | 814 650 \$ |
| 9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 31 | \$ |

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | | | |
| Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> | |
| 3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O. | | | |
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input type="checkbox"/> | 11 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 12 <input type="checkbox"/> | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 15 <input type="checkbox"/> | 16 <input type="checkbox"/> | 17 <input checked="" type="checkbox"/> |
| La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O. | | | |
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 18 <input type="checkbox"/> | 19 <input type="checkbox"/> | 20 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 21 <input type="checkbox"/> | 22 <input type="checkbox"/> | |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nadine Bassila , atteste que le rapport financier de Kirkland pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-09.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Kirkland.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Kirkland consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Kirkland détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-09 11:07:03

Date de transmission au Ministère : 2020/06/10